

Le Burundi nie toute violation des droits de l'Homme en RDC

@rib News, 23/09/2010 - Source PANABujumbura, Burundi - Le Burundi a vivement protesté auprès des Nations unies contre les accusations de violation des droits de l'Homme en République démocratique du Congo, a-t-on appris de source officielle à Bujumbura. Le gouvernement de ce pays a envoyé une note au Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, pour protester contre les allégations de 'violations graves' des droits de l'Homme et du droit international en RD Congo auxquelles se seraient livrées les ex-Forces armées burundaises (FAB) et les anciennes Forces pour la défense de la démocratie (FDD, ex-rébellion actuellement au pouvoir) entre mars 1993 et juin 2003. Selon un communiqué du gouvernement publié mercredi, ces allégations portées contre les ex-FAB et les ex-FDD "n'ont pas de raison d'être dans la mesure où ni l'un ni l'autre des deux ex-belligérants n'ont jamais été en collusion avec aucune des forces en présence sur le sol de la RDC pour combattre qui que ce soit". "Les ex-FAB étaient plutôt préoccupées par la rébellion du CNDD-FDD sans cesse croissante à l'intérieur du pays et ne pouvaient en aucun cas aller disperser leurs efforts pour faire la guerre à l'Est du Congo", explique le communiqué. Les allégations portées contre les ex-rebelles ne seraient pas non plus fondées "étant donné que leur théâtralité des opérations a toujours été sur le burundais où ils étaient sous la pression de l'armée gouvernementale burundaise", précise le communiqué. Le gouvernement burundais a demandé avec insistance au Secrétariat général des Nations unies de retirer le Burundi de la liste des pays qui ont été impliqués dans ces violations. Au lendemain des premières fuites médiatiques sur le projet de rapport, le gouvernement du Rwanda voisin a été encore plus véhément dans son rejet du contenu, allant jusqu'à menacer de retirer ses forces des missions de maintien de la paix sous la bannière des Nations unies. Le Secrétaire général des Nations unies a effectué dernièrement une visite surprise à Kigali pour tenter de calmer la colère des autorités rwandaises. On s'attend à ce que le projet de rapport qui fâche déjà soit publié d'ici le 1er octobre prochain.